



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zones d'activités Parc 2000 et Parc 2000 Extension - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc 2000 et Parc 2000 Extension sont situées au Nord-Ouest de la Commune de Montpellier. Elles sont destinées à accueillir de l'activité, des ateliers, des bureaux et un village d'entreprises. Cette opération a été initiée par délibération en date du 26 juillet 1999, le Conseil de District ayant décidé de la réalisation de la ZAC Parc 2000 dans la zone franche urbaine de Montpellier et concédé l'opération d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération la société N+B architectes, constituée des architectes E. NOURRIGAT, et J. BRION (désormais dénommé NBJ architectes), pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SERM par une concession d'aménagement signée en 1999. Les dossiers de création des ZAC ont été approuvés successivement par le District de l'Agglomération de Montpellier le 29 mai 2000 et le Conseil d'Agglomération du 21 juillet 2006. Dans le cadre de la ZAC Parc 2000 et par délibération du 30 mars 2000, le District de l'Agglomération de Montpellier a demandé à la SERM de prendre en charge les études et la réalisation du VEAS (Village d'Entreprises d'Activités et de Services). Ces ZAC couvrent une surface de 20 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 70 000 m² cessibles. Elles sont regroupées sous une même concession d'aménagement regroupant également le bilan du VEAS.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire des Parc 2000 et Parc 2000 Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 19 093 000 € HT, dont 326 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 18 398 000 € HT, dont 238 000 € HT en 2021.

Les dépenses de l'année 2021 correspondent principalement à des travaux d'éclairage public, aux frais d'exploitations du VEAS et à la rémunération de la SERM.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 19 832 000 € HT, en baisse de 67 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 1 050 000 €. S'ajoutent également une participation de la Métropole au programme d'équipement public de 228 000 € HT, ainsi qu'une subvention d'équipement du VEAS de 549 000 €. Ces participations, d'un montant de 1 827 000 € HT, ont déjà entièrement été versées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 des Zones d'Aménagement Concerté Parc 2000 et Parc 2000 Extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à

signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204071-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC_2021_vd.pdf

- BILAN SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.